

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

[C - 2023/46741]

9 OCTOBRE 2023. — Loi visant
à renforcer la politique fédérale de lutte contre la pauvreté (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Définitions

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

Le Plan ou Plan fédéral de lutte contre la pauvreté et les inégalités

Le Plan adopté par le Conseil des Ministres qui reprend les actions de lutte contre la pauvreté et les inégalités mises en œuvre par les différents Ministres et Secrétaire d'Etat.

Partenaires

Il s'agit des acteurs menant un rôle dans la lutte contre la pauvreté, dont notamment et à minima : les Fédérations de CPAS, BAPN - Réseau belge de lutte contre la pauvreté, le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

La Plateforme belge

La plateforme belge de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui réunit tous les acteurs concernés par la pauvreté et l'exclusion sociale. La Plateforme belge est accessible à tous, associations et citoyens pour permettre à chacun de prendre part aux débats liés aux questions de pauvreté.

Réseau des fonctionnaires

Le réseau des fonctionnaires fédéraux de lutte contre la pauvreté tel que prévu par l'arrêté royal du 21 décembre 2013.

Budgets de référence

Estimation de biens et de services qui reflètent les ressources financières minimales dont les ménages ont besoin pour participer pleinement à la société.

CHAPITRE 2. — *Principes*

Art. 3. Une politique inclusive et participative de lutte contre la pauvreté

La politique fédérale de lutte contre la pauvreté doit créer les conditions suivantes :

1° Garantir l'accès de chaque citoyen aux droits économiques, sociaux et culturels consacrés à l'article 23 de la Constitution ;

2° Prévenir, réduire et résoudre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale ;

3° Viser une politique transversale ;

4° Déterminer des actions ciblées sur la base d'un partenariat entre tous les acteurs concernés.

CHAPITRE 3. — *Coordination et organisation*

Section 1. — Du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté et les inégalités

Art. 4. § 1 Un Plan fédéral de lutte contre la pauvreté et les inégalités est adopté par le Conseil des Ministres dans les douze mois après l'installation de celui-ci suite au renouvellement complet de la Chambre des représentants.

§ 2 Ce Plan détermine les mesures à prendre au niveau fédéral, par chaque Ministre et Secrétaire d'Etat, en vue de la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté et des inégalités.

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

[C - 2023/46741]

9 OKTOBER 2023. — Wet tot versterking
van het federale armoedebeleid (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Definities

Voor de toepassing van deze wet dient te worden verstaan onder:

Het Plan of Federaal Plan tegen armoede en ongelijkheid

Het door de Ministerraad goedgekeurde Plan met de acties van de verschillende ministers en staatssecretarissen tegen armoede en ongelijkheid.

Bevoorrechte partners

Stakeholders die een rol spelen in de strijd tegen armoede, onder wie minstens de federaties van OCMW's, BAPN - Belgisch Netwerk armoedebestrijding en het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting.

Het Belgisch Platform

Het Belgisch Platform tegen armoede en sociale uitsluiting, dat alle stakeholders verenigt die betrokken zijn bij armoede en sociale uitsluiting. Het Belgisch Platform is toegankelijk voor iedereen, verenigingen en burgers, zodat iedereen kan deelnemen aan de debatten over armoedevraagstukken;

Netwerk van federale armoedeambtenaren

Het netwerk van federale armoedeambtenaren zoals voorzien bij het koninklijk besluit van 21 december 2013.

Referentiebudgetten

Geprijsde korven van goederen en diensten die weergeven hoeveel financiële middelen huishoudens minimaal nodig hebben om volwaardig te kunnen participeren aan de samenleving.

HOOFDSTUK 2. — *Principes*

Art. 3. Een inclusief en participatief armoedebestrijdingsbeleid

Het federale armoedebestrijdingsbeleid moet de volgende voorwaarden scheppen:

1° Iedere burger toegang garanderen tot de economische, sociale en culturele rechten die zijn bekrachtigd in artikel 23 van de Grondwet;

2° Armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting voorkomen, verminderen en oplossen;

3° Een transversaal beleid nastreven;

4° Doelgerichte acties bepalen op basis van een partnerschap tussen alle betrokken actoren.

HOOFDSTUK 3. — *Coördinatie en organisatie*

Afdeling 1. — Het Federaal Plan tegen armoede en ongelijkheid

Art. 4. § 1 Een Federaal Plan tegen armoede en ongelijkheid wordt door de Ministerraad goedgekeurd binnen twaalf maanden volgend op de installatie van de Ministerraad na de volledige hernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

§ 2 Dit Plan bepaalt de maatregelen die elke minister en staatssecretaris op federaal niveau moet nemen om de doelstellingen ter bestrijding van armoede en ongelijkheid te bereiken.

§ 3 Chaque mesure est affectée d'un objectif chiffré et d'une estimation budgétaire. Le délai assorti à la mise en œuvre de chaque mesure est également précisé.

§ 4 La dimension de genre sera intégrée dans le Plan et spécifiée, s'il y a lieu, pour chaque mesure.

§ 5 La dimension de handicap sera intégrée dans le Plan et spécifiée, s'il y a lieu, pour chaque mesure.

Art. 5. § 1 Le projet de Plan tel que soumis au Conseil des Ministres doit avoir fait l'objet, au préalable, d'une concertation tant de la Plateforme belge, que des partenaires et du réseau des fonctionnaires.

§ 2 Un soutien peut être octroyé aux partenaires en vue de favoriser cette concertation.

Ce soutien vise à permettre à ceux-ci de réaliser leurs missions de conseil et de soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan fédéral de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Pour assurer ces missions, les partenaires se basent notamment sur l'analyse d'informations en matière de précarité d'existence, de pauvreté, d'exclusion sociale et d'accès au droits et/ou sur les expériences des personnes qui vivent dans la pauvreté et garantissent ainsi leur participation au processus politique.

Le Roi fixe les règles et les modalités d'attribution de ce soutien par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 3 Le Plan doit également être le résultat d'un élaboration conjointe avec l'ensemble des Ministres et Secrétaires d'Etat pour identifier les mesures à prendre dans le champ de leur compétences.

§ 4 Les entités fédérées doivent être préalablement concertées. Le plan est donc présenté préalablement en Conférence Interministérielle, afin de rechercher les synergies d'actions avec les entités fédérées.

Art. 6. Le Plan court sur la durée d'une législature.

Section 2. — De la coordination et du monitoring du Plan de lutte contre la pauvreté et les inégalités

Art. 7. § 1 La coordination générale du Plan est assurée par le Ministre qui a la lutte contre la pauvreté dans ses attributions. Ce dernier établit le calendrier de mise en œuvre de chaque mesure avec les différents Ministres et Secrétaires d'Etat en fonction des mesures qu'ils portent.

§ 2 Le Ministre qui a la lutte contre la pauvreté dans ses attributions assure le respect du calendrier général.

Art. 8. Le plus rapidement possible après l'adoption du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté et les inégalités, celui-ci fait l'objet d'une présentation à la Chambre des représentants.

Art. 9. Le suivi des actions est assuré conjointement par le SPP Intégration Sociale et par le Réseau des fonctionnaires. A cette fin il est prévu que :

1° Les membres du Réseau des fonctionnaires sont invités trimestriellement à assurer le suivi des actions qui relèvent de la compétence de leur administration ;

2° Au moins deux fois par an, le Réseau des fonctionnaires est informé de l'avancement global du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté et des inégalités, mesuré par un exercice de suivi qui a été mis en place.

Art. 10. § 1 L'évaluation annuelle des objectifs stratégiques et opérationnels du Plan est assurée conjointement par les administrations fédérales qui ont la compétence de l'intégration sociale et de la sécurité sociale. Cette évaluation est contenue dans un rapport.

§ 2 Ce rapport comprend :

1° une description, une analyse et une évaluation de la situation existante en Belgique ;

2° une description, une analyse et une évaluation de la politique menée en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

§ 3 Le premier rapport est adressé au plus tard 12 mois suivant l'adoption du Plan par le Conseil des Ministres. Les rapports sont ensuite présentés annuellement.

§ 4 Ce rapport est transmis aux ministres compétents ainsi que à la plateforme et aux partenaires.

§ 5 L'évaluation annuelle du Plan est présentée à la Chambre des représentants par les ministres compétents.

§ 3 Elke maatregel krijgt een kwantitatieve doelstelling en een begrotingsraming. Ook de termijn voor de uitvoering van elke maatregel wordt genoemd.

§ 4 De genderdimensie wordt in het Plan geïntegreerd en waar nodig voor elke maatregel gespecificeerd.

§ 5 De handicapdimensie wordt in het Plan geïntegreerd en waar nodig voor elke maatregel gespecificeerd.

Art. 5. § 1 Het Belgisch Platform, de bevoorrechte partners en het Netwerk van federale armoedeambtenaren moeten vooraf overleg plegen over het aan de Ministerraad voorgelegde ontwerp van Plan.

§ 2 Een ondersteuning kan toegekend worden aan deze partners om dit overleg te faciliteren.

Deze ondersteuning staat hen toe hun missies betreffende advies en ondersteuning inzake het opstellen en het uitvoeren van het federale plan voor de strijd tegen armoede en sociale ongelijkheden uit te voeren. Om deze missies te verzekeren, baseren de partners zich voornamelijk op informatieanalyse inzake bestaansonzekerheid, armoede, sociale uitsluiting, toegang tot rechten en/of de ervaringen van personen levend in armoede. Hiermee verzekeren ze hun deelname aan het politieke proces.

De Koning bepaalt de regels en voorwaarden voor de toekenning van deze ondersteuning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 3 Het Plan moet ook het resultaat zijn van een gezamenlijke uitwerking met alle ministers en staatssecretarissen om te bepalen welke maatregelen in het kader van hun bevoegdheden moeten worden genomen.

§ 4. De deelstaten moeten vooraf worden geraadpleegd. Het plan wordt dus vooraf voorgelegd aan de Interministeriële Conferentie, om synergieën te zoeken met de deelstaten.

Art. 6. Het Plan loopt gedurende een legislatuur.

Afdeling 2. — Coördinatie en monitoring van het Plan tegen armoede en ongelijkheid

Art. 7. § 1 De algemene coördinatie van het Plan wordt verzekerd door de minister bevoegd voor armoedebestrijding. De minister stelt het tijdschema voor de uitvoering van elke maatregel op met de verschillende ministers en staatssecretarissen volgens de maatregelen die zij dragen.

§ 2 De minister belast met armoedebestrijding ziet erop toe dat het algemene tijdschema wordt nageleefd.

Art. 8. Zo snel mogelijk na de goedkeuring van het Federaal Plan tegen armoede en ongelijkheid wordt het voorgelegd aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Art. 9. De opvolging van de acties gebeurt gezamenlijk door de POD Maatschappelijke Integratie en het Netwerk Federale Armoedeambtenaren. Daartoe :

1° Worden de leden van het Netwerk Federale Armoedeambtenaren elk kwartaal uitgenodigd de acties onder de bevoegdheid van hun administratie op te volgen;

2° Wordt het Netwerk Federale Armoedeambtenaren ten minste twee keer per jaar op de hoogte gebracht van de globale vooruitgang van het Federaal Plan tegen armoede en ongelijkheid, aan de hand van een uitgewerkte monitoring.

Art. 10. § 1 De jaarlijkse evaluatie van de strategische en operationele doelstellingen van het Plan wordt gezamenlijk uitgevoerd door de federale administraties die de bevoegdheid inzake maatschappelijke integratie en sociale bescherming hebben. Deze evaluatie wordt neergeschreven in een rapport.

§ 2 Dit verslag omvat:

1° een beschrijving, analyse en evaluatie van de bestaande situatie in België;

2° een beschrijving, analyse en evaluatie van het gevoerde beleid tegen armoede en ongelijkheid.

§ 3 Het eerste rapport wordt ten laatste 12 maanden na aanvaarding van het Plan door de Ministerraad voorgelegd. De rapporten worden daarna jaarlijks voorgesteld.

§ 4 Het rapport wordt voorgelegd aan de bevoegde ministers alsook aan het Platform en de verschillende partners.

§ 5 De jaarlijkse evaluatie van het Plan wordt door de bevoegde ministers gepresenteerd aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Section 3. — De l'évaluation finale du Plan de lutte contre la pauvreté et les inégalités

Art. 11. L'évaluation finale du Plan de législature est assurée par le Bureau du Plan, qui la communique au Gouvernement et à la Chambre des représentants. Elle est communiquée au Gouvernement et à la Chambre des représentants dans les six mois qui suivent la clôture du Plan. La plateforme belge et les partenaires sont également invités à rendre une évaluation finale.

Section 4. — Les budgets de référence comme indicateurs de pauvreté

Art. 12. Les budgets de référence tels qu'élaborés par le Centre d'Expertise pour le Budget et le Bien-être Financier (CEBUD), sont explicitement repris comme indicateur dans le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté et les inégalités afin d'élaborer, de suivre et d'évaluer la politique fédérale en matière de pauvreté, en plus des indicateurs de politique européenne existants.

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

Art. 13. La présente loi entre en vigueur lors du prochain renouvellement de la Chambre des représentants. Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris

K. LALIEUX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Document : 55-3528/6

Compte rendu intégral : 5 octobre 2023

Afdeling 3. — Eindevaluatie van het Plan tegen armoede en ongelijkheid

Art. 11. De eindevaluatie van het Plan wordt uitgevoerd door het Federaal Planbureau, die deze evaluatie aan de regering en de Kamer van Volksvertegenwoordigers toestuur. De eindevaluatie wordt binnen zes maanden na de afsluiting van het Plan aan de regering en de Kamer van Volksvertegenwoordigers meegedeeld. Het Belgische platform en de partners worden ook uitgenodigd om een eindevaluatie in te dienen.

Afdeling 4. — Referentiebudgetten als armoede-indicator

Art. 12. De referentiebudgetten, zoals ontwikkeld door het 'Expertisecentrum Budget en Financieel Welzijn' (CEBUD), worden expliciet opgenomen als indicator in het federaal plan tegen armoede en ongelijkheid om, aanvullend op de bestaande Europese beleidsindicatoren, het federale armoedebeleid vorm te geven, op te volgen en te evalueren.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

Art. 13. Deze wet treedt in werking bij de eerstvolgende hernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie, belast met Personen met een handicap, Armoedebestrijding en Beliris

K. LALIEUX

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken – 55-3528/6

Integraal Verslag : 5 oktober 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/47484]

23 NOVEMBRE 2023. — *Loi relative au Fonds de garantie pour les services financiers (1)*

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Cette loi transpose partiellement la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts et partiellement la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs.

Les références faites, dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur, aux directives abrogées par la directive 2014/49/UE s'entendent comme faites à la directive 2014/49/UE.

Art. 3. Pour l'application de la présente loi et des arrêtés et règlements pris pour son exécution, on entend par :

1° loi bancaire: la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ;

2° loi du 25 octobre 2016: la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2023/47484]

23 NOVEMBER 2023. — *Wet betreffende het Garantiefonds voor financiële diensten (1)*

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Voorwerp en definities*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/49/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 inzake de depositogarantiestelsels en in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 97/9/EG van het Europees Parlement en de Raad van 3 maart 1997 inzake de beleggerscompensatiestelsels.

De verwijzingen in de bestaande wettelijke, regelgevende en bestuursrechtelijke bepalingen naar de door Richtlijn 2014/49/EU opgeheven richtlijnen, gelden als verwijzingen naar Richtlijn 2014/49/EU.

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet en de besluiten en reglementen genomen ter uitvoering ervan, wordt verstaan onder:

1° Bankwet: de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen;

2° wet van 25 oktober 2016: de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies;